

## **Rue de Carouge 42**

### **Mise à niveau des installations techniques et scéniques et rénovation du Casino-Théâtre**

## **Mandat d'ingénieur scénographe**

**DOSSIER D'APPEL D'OFFRES**

**M225**

**Procédure sur ouverte à un tour**

**CAHIER DES CHARGES**

**DOCUMENT A1**

## **TABLE DES MATIERES**

- 1. APTITUDES / COMPÉTENCES REQUISES – TYPE DE CANDIDAT**
- 2. INFORMATIONS GENERALES**
- 3. CONDITIONS DE PARTICIPATION**
- 4. EXIGENCES ADMINISTRATIVES DE LA PROCEDURE**

---

### **DOCUMENT A RETOURNER COMPLETE A L'ADJUDICATEUR**

- **Document B1** (agrafé et non relié)
  - **Attestations demandées**
-

**DOCUMENTS REMIS À CHAQUE SOUMISSIONNAIRE**

**Documents consultables et téléchargeables sur le site [www.simap.ch](http://www.simap.ch) en format pdf**

- Document B1, dossier d'appel d'offres, document à remettre par le candidat
- Dossier de plans (plans, coupes et façades)
- Rapport d'audit ArtScéno – mai 2011

**AUTRES INFORMATIONS ACCESSIBLES SUR UN SITE INTERNET :**

- Charte graphique de la Ville de Genève [www.ville-ge.ch](http://www.ville-ge.ch)

## 1. APTITUDES / COMPÉTENCES REQUISES – TYPE DE CANDIDAT

Le Département des constructions et de l'aménagement de la Ville de Genève organise un appel d'offres en procédure ouverte à un tour pour le projet :

**Rue de Carouge 42**  
**Mise à niveau des installations techniques**  
**et scéniques et rénovation du Casino-Théâtre**

*Type de mandataires recherché et aptitudes particulières*

La procédure est ouverte à tous les Ingénieurs spécialistes en installations scéniques établis en Suisse ou dans un état signataire de l'accord OMC sur les marchés publics, qui offre la réciprocité aux mandataires suisses, pour autant qu'ils remplissent la condition suivante :

- être inscrit, à la date d'inscription à la présente procédure, dans un registre professionnel : Registre du commerce ou dans un registre équivalent.

## 2. INFORMATIONS GENERALES

### 2.1 Nom et adresse de l'adjudicateur

Ville de Genève  
Département des constructions de l'aménagement  
Direction du patrimoine bâti  
Rue du Stand 25  
1204 Genève

### 2.2 Nature et importance du marché

#### 2.2.1 Objet

La présente demande d'offres a pour but de mandater un ingénieur scénographe en tant que professionnel spécialisé pour la remise à niveau des installations scéniques d'une salle de spectacles, conformément aux bases légales en vigueur, à la norme SIA 108 et aux conditions générales du contrat de mandat de la Ville de Genève.

#### 2.2.2 Descriptif

##### Historique du lieu

Les origines du Casino-Théâtre remontent à 1881 où s'établit la "Brasserie de l'Espérance".

Après l'acquisition de la parcelle adjacente, la "Nouvelle Brasserie de l'Espérance" est inaugurée en 1882 constituée d'un bâtiment et d'un jardin accueillant des concerts d'été. Vendue à celui qui en dirigeait les spectacles, celui-ci crée la première Revue de Genève en 1882.

Après plusieurs transformations, un projet est déposé en 1898 pour la création d'une nouvelle façade et d'une vraie salle de spectacles. Conservant le débit de boissons, l'enseigne visible au sommet du bâtiment, nomme le lieu "Casino de l'Espérance" et les inscriptions "Comédie" et "Opérette" sont placés de part et d'autre de la verrière centrale et visibles encore aujourd'hui.

En 1903, un nouveau propriétaire entreprend des travaux pour moderniser le théâtre qui perd de son exubérance décorative et le nomme "Casino-Théâtre" en 1904 bien qu'il n'y ait jamais eu de jeu d'agent dans ce lieu. Les spectacles présentés sont principalement des opérettes et des vaudevilles.

D'importantes transformations ont lieu entre 1919 et 1921 impliquant des modifications du bâtiment d'origine notamment la perte d'une partie du décor de la façade de 1898 ainsi que la démolition de l'encadrement de scène. En 1967, des transformations concernent notamment la création de la buvette ainsi que la transformation des loges.

La Ville de Genève rachète le bâtiment en 1982 dans un état de vétusté avancé, s'interrogeant s'il fallait rénover ou détruire cet ensemble hétéroclite, appelant une réponse unanime qu'il est impensable de détruire ce haut lieu du théâtre populaire et véritable patrimoine de la mémoire collective. Les travaux de rénovation entrepris entre 1986 et 1989 consistent en la rénovation de la façade principale et la restitution de la verrière, la création d'une tour de scène et la mise en place d'un gril et d'une machinerie, l'élargissement de la fosse d'orchestre et d'un élévateur, la création d'une dalle béton pour la scène et la salle, la rénovation générale du bâtiment incluant le hall d'accueil, le bar, la création de nouveaux sanitaires, des issues de secours et d'accès PMR et la mise en place d'un nouveau chauffage.

Suite à une pétition "Pour le maintien du Casino-Théâtre et de la Revue Genevoise", la Ville décide en 1997 qu'il n'est pas question de changer la vocation du Casino-Théâtre et continuera à accueillir des spectacles populaires et d'exploiter directement cette salle.

Outre la Revue Genevoise qui occupe les lieux chaque année du mois de septembre à la fin décembre, le Casino théâtre accueille des spectacles de divertissement, des matches d'improvisation, le festival du rire, des productions théâtrales et musicales anglophones, hispaniques et italophones, des concerts et également les spectacles de fin d'année des écoles de danse.

Alors que cette salle est fortement sollicitée et utilisée, 30 ans après les derniers travaux d'importance, on ne peut que constater le vieillissement et l'obsolescence des installations techniques ainsi que l'inadaptabilité et le sous équipement de la machinerie scénique actuelle.

### Historique de l'opération

A la suite d'un rapport descriptif nommé "Rapport sur la machinerie de scène du Casino-Théâtre" réalisé en décembre 2006 par Monsieur Jean-Jaques Burger, régisseur principal de la salle, décrivant l'inadéquation entre les installations scénotechnique existantes et les dangers liés à celles-ci, particulièrement la machinerie scénique, et les besoins inhérents aux spectacles accueillis, un dossier intitulé "Documents constitutifs pour une étude en vue d'une demande de crédit pour le changement de la machinerie scénique" est remis en janvier 2008 afin d'engager le processus de remplacement des installations techniques.

En mai 2011, le bureau "Artsceno" remet un "Rapport d'audit" (voir annexe) rappelant l'état de la situation et des équipements d'une part et d'autre part, analyse les besoins en regard des aspects de la sécurité, des nécessités et des usages adaptés à ce lieu concernant la sécurité incendie, la serrurerie, la machinerie, les réseaux et divers sujets en lien avec cette salle de spectacle.

Ce rapport met en évidence l'inadaptabilité et le sous équipement de la machinerie scénique actuelle de part notamment son encombrement, ses capacités de charges insuffisantes, le déplacement latéral des porteuses en mouvement, la longueur des perches insuffisante, le système de pilotage inadéquat, le manque d'accroches latérales ainsi que l'absence de géométrie adaptée de la serrurerie métallique à la cage de scène. Par ailleurs et depuis la remise de ces rapports successifs, les fauteuils de salle sont arrivés en fin de vie et doivent par conséquent être remplacés dans leur totalité.

*(Annexe: Rapport d'audit, mai 2011, Artsceno.*

*Ce rapport est à considérer comme un état de la situation à l'époque de sa rédaction.*

*Les passages surlignés en jaune signalent ces objets comme plus d'actualité. Ce rapport est par conséquent à considérer comme base de travail mais en aucun cas comme un cahier des charges d'une opération future.)*

### Mission principale de l'ingénieur scénographe :

- Refonte complète de la cage de scène dans le volume existant.
- Redéfinition du rapport scène-salle
- Définition du degré d'équipements en rapport avec l'affectation du lieu
- Définition des circulations et des accès dans les espaces concernés
- Travail en coordination avec les différents mandataires (architecte, acousticien, conservation du patrimoine, entreprises spécialisées, etc.)

### Programmation actuelle et taux d'occupation (voir site internet):

Le taux d'occupation annuel comprend les montages, les répétitions, les représentations et les démontages, variable de 220 à 250 jours par année pour environ 135 représentations publiques et accueillant de 40000 à 60000 spectateurs. La programmation, comme mentionné dans l'"historique du lieu" ci-dessus accueille la revue genevoise de septembre à fin décembre et, de janvier à juin les divers spectacles décrits

Sa vocation de théâtre populaire est par conséquent affirmée et ne devrait être maintenue après les travaux.

Niveau de modularité de la salle:

Etant donné l'existence d'une dalle béton sous le plancher de scène et sous les sièges de la salle, la modularité de l'espace se trouve très limitée.

Comme il existe actuellement une fosse d'orchestre à remplacer par une table élévatrice à multiples usages à définir en lien avec le nez de scène, la modularité du rapport scène salle pourra varier par ces seuls éléments.

Par ailleurs, il est important de prévoir une variabilité dans la salle pour au moins 2 emplacements de la régie (audio, lumière, vidéo) pour les répétitions et pour les spectacles.

Une partie des fauteuils du parterre devront être amovibles afin de répondre à ces différentes configurations, voire la totalité afin de pouvoir accueillir du public debout.

Moyens actuels mis à disposition (Voir fiche technique):

Personnel actuel:

- 1 régisseur principal	100%
- 2 régisseurs techniques	100%
- 1 régisseur technique	60%
- 1 huissier	80%

Soit un total actuel de: 440% pour 5 postes de travail

Ce taux ne devrait pas changer après travaux

### 2.2.3 Programme

#### Programme général sommaire des travaux de rénovation pour l'ensemble de l'opération

- Remplacement du plateau de scène, de la machinerie scénique, des équipements, des circulations et des accès de la cage de scène y compris la fosse d'orchestre
- Mise en conformité selon les normes en vigueur
- Remplacement des installations de production de chaleur et de ventilation
- Remplacement de l'installation électrique
- Remplacement de l'ensemble des fauteuils de la salle
- Mise en conformité des vitrages du bâtiment annexe dit "le chalet"
- Réfection de la couverture de la toiture du bâtiment des loges
- Fermeture de la cour du côté de la rue Henri Christiné.

#### Programme spécifique lié à la scénographie d'équipement

##### *Salle*

- Démontage et évacuation de tous les fauteuils au parterre et à la galerie
- Remplacement de tous les fauteuils existants (actuellement au parterre 283 places, à la galerie 178 places et 20 places en loge)
- Aménagement de 2 emplacements pour recevoir la régie en salle (milieu et fond de salle)
- Création de circulation de liaison entre la scène et la salle
- Création d'accès pour les passerelles de salle
- Création d'accroches pour la lumière (service, accueil public, spectacle)
- Création d'accroches pour le système de diffusion sonore au cadre de scène et dans l'ensemble de la salle
- Remplacement et (ou) création de garde-corps des passerelles existantes
- Mise en place de boîtiers et d'un réseau courant fort et faible en lien avec l'ensemble des réseaux scéniques

##### *Scène*

- Démontage et évacuation de tous les éléments constitutifs de la cage de scène comprenant : l'ensemble de la machinerie scénique et de la motorisation, toute la serrurerie scénique (gril, passerelles, escaliers, accroches, etc.), l'ensemble de la fosse d'orchestre, le plancher de scène.
- Mise en place d'un plancher de scène sur dalle existante
- Mise en place d'une table élévatrice motorisée faisant office de proscenium, de prolongement du plancher de salle, de fosse d'orchestre et d'élévateur desservant les dessous.
- Mise en place d'une machinerie scénique comprenant équipes complètes, motorisation, alimentation électrique et pilotage mobile
- Fourniture de treuils mobiles pour tirages ponctuels y compris motorisation, alimentation électrique et pilotage
- Mise en place de la serrurerie scénique comprenant gril, (faux gril selon l'option de la machinerie), passerelle, escalier de liaison, accroches fixes et mobiles, etc.
- Mise en place de trappe de désenfumage et de sortie de secours
- Projeter la distribution et mise en place de boîtiers scénique courant fort pour l'éclairage scénique et l'audiovisuel
- Mise en place d'un éclairage de service et bleu

- Mise en place d'un réseau courant faible dédié au scénique comprenant les chemins et passage de câbles, le câblage spécifique pour chaque réseau, les boîtiers et les connectiques, les armoires de patch, etc.)
- Remplacement de toutes les tentures scéniques et ses accessoires (fond de scène, pendillons, frises, rideau d'avant-scène et patience adaptée, etc.)
- Création de locaux ventilés pour les gradateurs et les amplificateurs
- Remplacement de la porte d'accès décors en fond de scène.

#### **2.2.4 Situation foncière**

Le bâtiment du Casino-Théâtre est situé à la rue de Carouge 42, sur la parcelle N° 815, feuille N° 42, de la commune de Genève, section Plainpalais.

#### **2.2.5 Coût estimé de l'opération**

Le coût total de l'opération est estimé à Frs 8'500'000 TTC, frais Ville de Genève compris et le montant pour la réalisation de l'installation scénique est estimé à Frs 2'500'000.- HT.

#### **2.2.6 Prestations du mandataire**

##### Prestations selon norme SIA 108

Le mandat comprendra les prestations et phases suivantes:

##### A. Etudes, avant-projet, projet et demande d'autorisation

- Etude et détermination des caractéristiques techniques adaptées à la spécificité du lieu et de son fonctionnement
- Optimisation du projet d'équipements et d'installations scéniques de la salle en coordination avec le concept des architectes et des besoins des utilisateurs
- Mise au point du projet
- Etablissement des plans d'ensemble et de détails nécessaires à la bonne compréhension des installations projetées ainsi que des schémas de principe
- Participation à la coordination des équipements et installations concernés notamment avec l'ingénieur électricien
- Rédaction d'un descriptif des équipements et d'un devis détaillé
- Détermination des coûts prévisibles d'entretien et des principes d'exploitation
- Mise au point d'un planning prévisionnel pour l'ensemble des prestations nécessaires y compris la mise en œuvre des équipements concernés en phase avec l'ensemble de l'ouvrage
- Participation à la procédure de demande d'autorisation de construire, y compris la préparation du dossier

##### B. Appels d'offres et adjudication

- Etablissement des dossiers d'appels d'offres y compris dossier de plans
- Analyse et comparaison des offres
- Elaboration des propositions d'adjudication
- Elaboration du planning d'exécution des travaux



## C. Réalisation

### C.1. Exécution de l'ouvrage

- Elaboration des plans d'exécution définitifs, des schémas de principe, avec indication des percements, y compris calculs définitifs.
- Participation à la coordination des dossiers d'exécution des équipements et installations.
- Contrôle des plans de fabrication et d'atelier des entrepreneurs et fournisseurs
- Conseil au chef de projet et participation à la détermination du déroulement des travaux pour les parties d'équipement traitées par le scénographe
- Participation à des séances de chantier et de coordination selon besoin
- Contrôle des travaux sur le chantier ainsi que des matériaux et des livraisons
- Contrôle et réception en atelier, si besoin, des éléments les plus importants des livraisons
- Prescription et contrôle de travaux en régie et des rapports correspondants
- Organisation et contrôle des métrés
- Planification, exécution et procès-verbaux de réceptions partielles
- Demandes de contrôles par les autorités compétentes
- Mise à jour des dossiers selon modifications survenues
- Contrôle des coûts des prestations et des factures

### C.2. Mise en service et achèvement des prestations

- Organisation et surveillance de la mise en service des équipements et installations
- Participation à l'obtention de l'autorisation définitive d'exploitation.
- Participation à la remise des équipements et à la séance initiale d'instruction du personnel d'exploitation
- Mise à jour des modifications intervenues pendant la réalisation dans les plans de l'ouvrage exécuté
- Constatation de défauts et détermination des mesures et des délais pour leur élimination, contrôle
- Elaboration et mise à jour des listes de défauts survenus jusqu'à l'échéance du délai de réclamation de deux ans
- Décompte final

Remarque : Le passage de la phase B "appels d'offres" à la phase C "réalisation" est tributaire de l'obtention du crédit de construction par le vote du Conseil municipal.

#### ▪ Etablissement de l'offre

Le candidat donnera, dans son offre, le détail du calcul estimatif de ses honoraires. Les montants donnant droit aux honoraires ont été estimés par le maître d'ouvrage et seront adaptés au coût réel de l'ouvrage calculé sur la base des décomptes finaux. Il convient de relever qu'au cas où le crédit de réalisation serait refusé par le Conseil municipal, ce seront les montants du devis général – acceptés par le maître de l'ouvrage – qui détermineront le montant donnant droit aux honoraires.

Pour d'éventuelles prestations supplémentaires, le prix horaire moyen offert, net HT sera celui indiqué dans l'offre. Aucune prestation supplémentaire ne sera exécutée sans l'accord préalable du maître d'ouvrage.

Il est rappelé que le tarif horaire accepté par la Ville de Genève est accessible et consultable sous <http://www.ville-geneve.ch/kit-mandataires-tarifs>.

#### ▪ Renchérissment

Les honoraires, à l'exception des montants forfaitaires arrêtés, feront l'objet d'une adaptation au renchérissement selon l'accord suivant :

- Aucune adaptation de la rémunération liée au renchérissement des prix ne sera due pendant trois ans à dater de la date du dépôt de l'offre. Au-delà de cette date, le renchérissement sera calculé conformément aux directives KBOB avec adaptation des indices une fois par année. Le renchérissement est applicable uniquement si la variation de l'indice suisse des salaires nominaux dépasse 2%.

#### ▪ Frais accessoires

Les frais de déplacement et d'hébergement éventuels sont compris dans l'offre. Le temps passé en déplacement ne sera pas indemnisé.

#### 2.2.7 Délais

Attribution du mandat	fin mars 2019
Avant-projet et estimation sommaire du coût	printemps 2019
Autorisation de construire et devis général	fin été 2019
Appels d'offres	automne 2019
Début de travaux	automne 2020
Durée estimée du chantier	18 mois

### 3. CONDITIONS DE PARTICIPATION

#### 3.1 Délai pour la remise des offres

Les offres doivent parvenir au plus tard le : **19 mars 2019 à 11 h 00**

**auprès de**

Ville de Genève

Département des constructions et de l'aménagement

Unité soumissions

Rue de l'Hôtel-de-Ville 4(3<sup>ème</sup> étage inférieur)

Case postale 3983

1211 Genève 3

Horaires : 8h00-12h00 et 14h00-16h00.

Les attestations seront remises en même temps que les offres mais **sous pli fermé séparé**.

*Dossier expédié par la poste* : le candidat supportera à part entière les conséquences résultant d'un retard d'acheminement. En effet, tout dossier qui parviendra hors délai **sera rigoureusement refusé**, sans recours possible du concurrent.

#### 3.2 Présentation de l'offre

Le soumissionnaire doit déposer son dossier sous forme papier en un exemplaire agrafé et non relié accompagné d'une clé USB contenant l'ensemble des documents demandés au format PDF.

Le candidat devra respecter strictement la forme et le contenu demandés par l'adjudicateur. Si un nombre de pages maximum est requis, l'adjudicateur ne prendra pas en considération les informations des pages surnuméraires. Une page A4 est considérée uniquement recto. Toutefois, si plusieurs pages A4 sont requises au maximum, le candidat peut les présenter recto-verso.

Tous les cartons et enveloppes contenant le dossier doivent être munis d'une étiquette portant la mention :

**APPEL D'OFFRES M225**  
**Rue de Carouge 42**  
**Mise à niveau des installations techniques**  
**et scéniques et rénovation du Casino-Théâtre**

### **3.3 Recevabilité de l'offre**

L'adjudicateur ne prendra en considération que les dossiers de candidature qui respectent les conditions de participation, à savoir les dossiers qui :

- sont arrivés dans le délai imposé, dans la forme et à l'adresse fixée ;
- sont validés par le paiement de l'émolument, le cas échéant ;
- proviennent d'un candidat dont le siège social se trouve dans un pays qui offre la pleine réciprocité aux candidats suisses en matière d'accès à leurs marchés publics (dans le cas de procédures soumises à l'Accord du GATT / OMC (AMP) sur les marchés publics du 15.04.94 et à l'Accord bilatéral sur certains aspects relatifs aux marchés publics entre la Suisse et la Communauté européenne, entré en vigueur le 1<sup>er</sup> juin 2002).

### **3.4 Emolument d'inscription et frais de dossier**

L'adjudicateur n'a fixé aucun émolument d'inscription ni frais de dossier.

### **3.5 Motifs d'exclusion**

Une fois la recevabilité du dossier vérifiée, l'adjudicateur procédera à une vérification plus approfondie sur les aspects suivants :

- le dossier est présenté dans une des langues exigées par l'adjudicateur ;
- le dossier est rempli complètement selon les indications de l'adjudicateur, étant précisé qu'aucune modification du cahier des charges ne sera admise ;
- le dossier est signé et daté par la ou les personnes responsables du dossier de candidature.

Outre les motifs de non-recevabilité de son dossier et s'il n'a pas été exclu de la procédure suite à la vérification des éléments ci-dessus, un candidat sera également exclu de la procédure s'il trompe ou cherche à tromper intentionnellement l'adjudicateur en déposant des documents faux ou erronés, en fournissant des informations caduques ou mensongères, en proposant des preuves falsifiées ou non certifiées officiellement et s'il a modifié les bases d'un document remis via un support électronique (CD-ROM, site internet, etc.) ou sous forme papier. Pour le surplus, d'autres motifs d'exclusion figurant dans la législation cantonale ou qui ont été admis dans le cadre d'une commission consultative extra-parlementaire, peuvent être invoqués par l'adjudicateur.

### **3.6 Conflit d'intérêt**

Aucun candidat, membre, associé ou sous-traitant ne doit se trouver en situation de conflit d'intérêt avec des membres du comité d'évaluation. Un conflit d'intérêt est déterminé notamment par le fait qu'un bureau ou un collaborateur, ainsi qu'un associé est en relation d'affaire ou possède un lien de parenté avec un des membres du comité d'évaluation.

### **3.7 Incompatibilité**

Sous réserve de la décision prise par l'adjudicateur de l'exclure d'office de la procédure, la personne ou le bureau qui a réalisé une prestation particulière, avant le lancement de la procédure, peut y participer pour autant que cette prestation :

- était limitée dans le temps et est achevée au moment du lancement de la procédure ;
- ne touche pas l'organisation de la procédure ou l'élaboration du cahier des charges ;
- ne fait pas partie du marché mis en concurrence (expertise, étude de faisabilité, étude d'impact).

### **3.8 Nombre d'offres**

Pour un marché déterminé, un mandataire, un bureau ou une société ne peut déposer qu'une offre en qualité de candidat ou membre associé ou sous-traitant d'un groupe candidat, sauf exception prévue dans la publication officielle. Les bureaux portant la même raison sociale et dont l'activité est identique, même issus de cantons différents, ne pourront inscrire qu'un seul bureau, succursale ou filiale. Les bureaux ne portant pas la même raison sociale, mais dont l'activité est identique et dont l'affiliation commerciale, juridique et décisionnelle peut être prouvée, ne pourront inscrire qu'un seul bureau, succursale ou filiale.

Dans ce dernier cas, l'adjudicateur peut demander au candidat concerné des preuves de son indépendance commerciale, juridique et décisionnelle vis-à-vis d'autres candidats portant ou non la même raison sociale.

### **3.9 Association de candidats**

L'association de candidats est admise.

### **3.10 Sous-traitance**

La sous-traitance est admise pour une partie du marché et sous contrôle du mandataire

### **3.11 Langue officielle de la procédure et pour l'exécution du marché**

La langue officielle acceptée est le français.

### **3.12 Devise monétaire applicable**

La devise monétaire officielle acceptée pendant la durée de la procédure et pour l'exécution du marché est **le Franc suisse (CHF)**.

### **3.13 Propriété et confidentialité des documents et informations**

Tous les documents et études déposés par le candidat sont de la propriété exclusive de l'adjudicateur. Il en va de même pour les documents des candidats qui ont été indemnisés pour leur prestation. Lors du dépôt de son dossier, il appartient au candidat d'indiquer les pièces qu'il considère comme confidentielles.

### **3.14 Durée de validité de l'offre**

La durée de validité de l'offre est de 6 mois à compter de la date du dépôt de l'offre. Une candidature déposée est considérée comme définitive et ferme.

### **3.15 Variante d'offre**

Les variantes d'offre ne sont admises que si le candidat a rempli intégralement les conditions de l'offre.

### **3.16 Indemnisation**

L'élaboration du dossier ne donne droit à aucune indemnité

### **3.17 Marché divisé en lots**

L'adjudicateur n'a pas prévu de diviser le marché.

Toutefois, le maître d'ouvrage se réserve le droit de réaliser les prestations par étapes.

### **3.18 Offre partielle**

Les offres partielles ne sont pas acceptées.

### **3.19 Taxe sur la valeur ajoutée**

En l'absence de toute information, les montants sont considérés toutes taxes comprises (TTC). Le soumissionnaire a l'obligation d'indiquer le taux TVA qu'il applique pour le marché. Il est rappelé que l'adjudicateur vérifie le degré d'ouverture du marché à la concurrence par rapport à des valeurs-seuils hors TVA.

## **4. EXIGENCES ADMINISTRATIVES DE LA PROCEDURE**

### **4.1 Bases légales**

La procédure est soumise à :

- la Loi fédérale sur les cartels et autres restrictions à la concurrence du 6.10.95 ;
- la Loi fédérale sur la concurrence déloyale (LCD) du 19.12.86 ;
- la Loi fédérale sur le marché intérieur (LMI) du 06.10.95 ;
- l'accord intercantonal sur les marchés publics (AIMP) du 25.11.94, révisé le 15.03.01;
- la Loi cantonale ou décret d'adhésion à l'accord intercantonal sur les marchés publics (L 6 05.0);
- le règlement sur la passation des marchés publics, du 17 décembre 2007 (L 6 05.01).

Les textes légaux peuvent être obtenus auprès de la Chancellerie d'Etat ou téléchargés sur le site Internet SIMAP.CH.

#### **4.2 Engagements de l'adjudicateur**

L'adjudicateur s'engage auprès des candidats à :

- traiter de manière confidentielle toutes les informations et documents portés à sa connaissance durant la procédure ; font exception les renseignements qui doivent être publiés lors de et après l'adjudication ou impérativement communiqués aux soumissionnaires qui ne sont pas adjudicataires, ceci sur ordre de l'autorité judiciaire ;
- interdire l'accès aux documents et informations par des tiers ou toutes personnes externes à la procédure, sans le consentement du candidat ;
- organiser la procédure avec un esprit d'équité, d'impartialité et de loyauté ;
- assurer la transparence de la procédure ;
- garantir un déroulement optimal de la procédure.

#### **4.3 Délais pour les questions**

Les questions éventuelles doivent parvenir au plus tard le : **6 mars 2019 à 16h00**

auprès de

Ville de Genève

Département des constructions et de l'aménagement

Direction du patrimoine bâti

Rue du Stand 25

5<sup>ème</sup> étage

1204 Genève

Fax : 022 418 21 01

e-mail : [patrimoine-bati.dpba@ville-ge.ch](mailto:patrimoine-bati.dpba@ville-ge.ch)

L'adjudicateur répondra uniquement aux questions arrivées dans le délai fixé, posées par écrit et transmises soit par courrier ou fax, soit sous la forme électronique (e-mail).

L'adjudicateur ne traitera aucune demande par téléphone. Les questions doivent être précises et concises, avec référence à un chapitre et/ou à un document remis par l'adjudicateur. Ce dernier répondra aux questions, dans un délai raisonnable, par voie postale, soit sous la forme électronique (e-mail), et donnera également la réponse aux autres candidats. L'adjudicateur se réserve le droit de refuser de répondre aux questions sans rapport avec le marché mis en concurrence.

#### **4.4 Séance d'information et visite du site d'exécution**

Une visite du site d'exécution sera organisée le lundi 4 mars 2019 à 14h00.

#### 4.5 Ouverture des offres

L'adjudicateur ne procédera pas à une ouverture publique des dossiers de candidatures. L'ouverture des dossiers d'appel d'offres est un acte formel de réception qui est sujet à une vérification plus approfondie par la suite.

#### 4.6 Audition des candidats

Aucune audition n'est envisagée. Toutefois, l'adjudicateur se réserve le droit de poser des questions à un soumissionnaire dont le dossier possède des informations douteuses ou imprécises.

#### 4.7 Critères d'adjudication

Les critères d'adjudication sont, dans l'ordre d'importance décroissant, les suivants :

CRITERES D'ADJUDICATION	PONDERATION
1. Compréhension de la problématique	15 %
2. Références du candidat	40 %
3. Qualité économique globale de l'offre <ul style="list-style-type: none"><li>• prix</li><li>• crédibilité du prix (heures, tarifs..)</li></ul>	30 %
4. Organisation du candidat	15 %
<b>TOTAL</b>	<b>100 %</b>

#### 4.8 Evaluation des offres

L'évaluation des offres se basera exclusivement sur les indications fournies par les candidats et sur les informations demandées par l'adjudicateur. L'évaluation ne se base que sur des critères annoncés aux candidats préalablement.

#### 4.9 Barème des notes

Le barème des notes est de 0 à 5 (0 constituant la plus mauvaise note et 5 la meilleure note). Le fait qu'un candidat reçoive la note 0 ne signifie pas que le candidat soit mauvais. Cela peut définir une note attribuée soit à un candidat qui n'a pas fourni l'information demandée par rapport à un critère annoncé, soit à un candidat dont le contenu du dossier ou de l'offre ne correspond pas du tout aux attentes de l'adjudicateur par rapport au marché à exécuter. Cela peut également signifier que par comparaison avec les autres candidats, ce candidat est jugé moins bon sur certains aspects. La note peut être précise jusqu'au centième (par exemple : 3.46), notamment pour le prix.



L'adjudicateur n'a pas l'obligation de noter les sous-critères. Le cas échéant, il donnera des appréciations qui permettront de noter le critère générique.

#### 4.10 Notation du prix

La notation du prix se fera selon la méthode suivante **T2** : montant de l'offre la moins disante à la puissance 2, multiplié par la note maximale possible (note 5), le tout divisé par le montant de l'offre concernée à la puissance 2. Le prix offert le plus bas peut être celui estimé par l'adjudicateur si celui-ci est justifié pour des raisons de limites budgétaires qui ne peuvent en aucun cas être dépassées et s'il est en-dessous de celui de l'offre la moins disante.

$$\text{Note offre}_x = \left( \frac{\text{Coût offre min}}{\text{Coût offre } x} \right)^2 \times 5$$

#### 4.11 Comité d'évaluation

Pour toute la procédure, l'adjudicateur a décidé de mettre en place un comité d'évaluation, il est composé des membres suivants :

Prénom/Nom	Société / Fonction / profession
M. Jean Michel Perrin	<i>Ville de Genève, Direction du patrimoine bâti, Adjoint de direction</i>
Mme Adriana Lascano-Christe	<i>Ville de Genève, Direction du patrimoine bâti, Architecte</i>
M. Alain Richina	<i>Ville de Genève, Direction de la culture et du sport, Architecte de scène</i>
Mme Irene Priano	MSV architectes, architecte
M. Simon Schmidig	<i>MSV architectes, architecte</i>

#### 4.12 Modifications de l'offre

Un dossier déposé ne peut pas être modifié ou complété après le délai de dépôt fixé par l'adjudicateur. A l'échéance dudit délai, un candidat ne peut donc plus corriger ou faire corriger des documents transmis à l'adjudicateur. Demeurent réservés les cas dans lesquels la possibilité de procéder à des corrections déterminées est donnée dans une même mesure à tous les candidats.

#### **4.13 Décision d'adjudication**

La décision d'adjudication sera notifiée par écrit, sommairement motivée, aux candidats qui auront participé à la procédure et dont l'offre est recevable.

Chaque candidat recevra un tableau d'analyse multicritères qui indiquera les résultats de tous les candidats.

#### **4.14 Renseignements relatifs à la décision d'adjudication**

Dès réception de la décision qui le concerne, tout candidat qui n'est pas adjudicataire peut solliciter un entretien avec l'adjudicateur ou son représentant, en vue d'obtenir des éclaircissements sur la manière dont les notes lui ont été attribuées et sur les appréciations qui ont été émises sur son dossier. Il ne pourra pas obtenir des informations sur les autres dossiers de candidature et les éléments d'appréciation de ceux-ci. Cet entretien sera organisé de manière à sauvegarder les droits du candidat qui a l'intention de déposer un recours.

#### **4.15 Voies de recours**

Le candidat est informé que les décisions suivantes sont sujettes à recours :

- l'appel d'offres (à compter de la date de la publication) ;
- la décision d'exclusion (à compter de la date de sa notification) ;
- la décision d'interruption de la procédure (à compter de la date de sa notification) ;
- la décision de répétition ou de renouvellement de la procédure (à compter de la date de publication ou du lancement de la nouvelle procédure) ;
- la décision d'adjudication (à compter de la date de sa notification) ;
- la décision de révocation de la décision d'adjudication (à compter de la date de sa notification) ;
- la décision de sanction administrative (à compter de la date de sa notification) ;
- la décision de refus d'inscrire l'entreprise sur une liste, si existante, de soumissionnaires qualifiés (à compter de la date de sa notification).

Le recours doit être interjeté devant l'autorité de recours compétente généralement la chambre administrative de la Cour de justice de Genève dans un délai de 10 jours dès la notification de la décision. Les fêtes judiciaires ne s'appliquent pas.

Le recours n'a pas d'effet suspensif, sauf s'il est accordé, ou sur demande du candidat, par l'autorité de recours.

Le mémoire de recours doit contenir un exposé concis des faits, des motifs et moyens de preuve, ainsi que l'énoncé des conclusions. La décision attaquée et les documents servant de moyens de preuve en possession du recourant sont joints au mémoire. Le mémoire est daté et signé par le recourant ou par son mandataire.

#### **4.16 Signature du contrat suite à la décision d'adjudication**

Du point de vue juridique, les contrats conclus suite à la décision d'adjudication se baseront sur les cahiers des charges et sur les propositions d'optimisation, le cas échéant, des candidats lors de l'appel d'offres. Ce qui signifie que les documents d'appel d'offres sont destinés en premier lieu à l'évaluation et à la comparaison des offres pour adjudication; le contrat final seul faisant foi.

Le montant de l'adjudication ne représente pas un engagement contractuel, tout comme une décision d'adjudication n'engage pas l'adjudicateur à signer un contrat si des conditions d'exécution ne sont plus réunies.

#### **4.17 Hausse conjoncturelle**

Les adaptations du prix dues au renchérissement ne seront convenues que pour les contrats dont la durée de validité est d'au moins trois ans; les prix restent donc bloqués pendant les trois premières années.

Au-delà de ces trois ans et lorsqu'un renchérissement est stipulé, celui-ci sera conforme aux directives KBOB avec adaptation des indices une fois par année (date d'adjudication).

Toutefois, le renchérissement est applicable uniquement lorsque le changement de l'indice suisse des salaires nominaux dépasse 2 %.